



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 24 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERRENA

La Noelle - BP 20199
44150 Ancenis-Saint-Géréon

Références : 2025-587_AUTO_TERRENA Silo- Laval_RAP
Code AIOT : 0006303223

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement TERRENA implanté 40 RUE EDOUARD BRANLY ZI DES TOUCHES 53000 Laval. L'inspection a été annoncée le 05/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRENA
- 40 RUE EDOUARD BRANLY ZI DES TOUCHES 53000 Laval
- Code AIOT : 0006303223
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société TERRENA exerce sur le site de Laval des activités de stockage de céréales et de fabrication d'aliments pour animaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/04/1988, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Rejet Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/04/1988, article 33	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Vérifications périodiques des équipements de lutte contre incendie	Arrêté Préfectoral du 21/04/1988, article 22	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Permis feu	Arrêté Préfectoral du 21/04/1988, article 21 Arrêté Préfectoral complémentaire du 07/05/09 (article 6 du Titre I)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Vérifications électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Prévention des risques et asservissement	AP Complémentaire du 07/05/2009, article 6 du Titre II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Poussières	AP Complémentaire du 07/05/2009, article 2 du Titre I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un arrêté de mise en demeure est proposé à madame le Préfet concernant **l'absence d'asservissement des contrôleurs de déport de bande.**

Par ailleurs, la mise à jour de la situation administrative du site est à finaliser. L'exploitant devra porter à la connaissance du préfet, les modifications apportées à ses activités, installations et ouvrages accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/1988, article 3

Arrêté préfectoral complémentaire n°2009-P-477 du 9 mai 2009- article 2

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Prescription contrôlée :

Article 3 de l'Arrêté Préfectoral du 21/04/1988 :

« Toute modification de la nature des produits stockés ainsi que toute extension de la puissance installée ou de la capacité de stockage et d'une façon générale toute modification aux dossiers et plans annexé à la demande devra faire l'objet d'une demande préalable auprès du Préfet de la Mayenne »

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-P-477 du 9 mai 2009 acte le classement des installations sans abroger celui du 21/04/88, comme suit :

Rubrique	Libellé	caractéristique	Régime
2160-1a	Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables	<p>Silo 1 vertical métallique : 7 330 m³</p> <p>Silo 2 : béton plat 8 130 m³</p> <p>Silo 3 vertical béton :</p> <p>- cellules béton : 7 670 m³</p> <p>-cellules métalliques : 3 516 m³</p> <p>Volume total :26 646 m³</p>	A
2260-1	Nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels	Nettoyage tamisage 3 376 kW	A
1432-2-b ⁽¹⁾	Stockage en réservoir manufacturé de liquides inflammables. Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10	Dépôt de liquides inflammables de 2 ^{ème} catégorie	D

	m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³		
1434-1 ⁽¹⁾	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables. Le débit maximum équivalent est supérieur à 1 m ³ /h et inférieur à 20 m ³ /h.	Distribution de fuel domestique	D
1510	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts. Le volume des entrepôts est supérieur à 5 000 m ³ et inférieur à 50 000 m ³	Stockage de produits en sac Entrepôt de 12 000 m ³	D

* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle périodique, D = Déclaration, NC = Non Classée

⁽¹⁾ Le courrier préfectoral du 14 mai 2018 prend acte de la cessation partielle d'activité en ce qui concerne les installations de stockage et de distribution de fioul.

Constats :

Lors de l'échange en salle, l'exploitant a déclaré que le site a fait l'objet de différentes modifications et que la capacité de production de matières premières végétales serait actuellement supérieure à 800 t/j.

L'inspection n'a pas été destinataire d'un porter à connaissance conformément à l'article R.181-46 du code de l'Environnement ou à l'article 3 de l'Arrêté Préfectoral du 21/04/1988.

Le point est fait sur le classement du site :

- **Rubrique 2160 :**

Pour satisfaire une mise en demeure, Terrena avait notifié une cessation d'activité des silos 1 et 2 : comme indiqué dans le rapport d'inspection 2022 et le courrier préfectoral du 27/09/22 , **il est attendu que l'exploitant complète sa notification de cessation partielle d'activité conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement et suivants qui prévoient les mesures mises en œuvre et celles prévues pour la mise en sécurité du site dans le cadre de l'arrêt des activités de stockage de céréales au niveau des silos 1 et 2** notamment la confirmation de la consigne des autres départ électriques des deux silos hormis l'éclairage pour garantir le fait que le silo ne puisse pas être exploité « manuellement ».

Les dispositions prévues par le III de l'article R.512-39-1 seront appliquées lors de la cessation d'activité de l'établissement dans son ensemble, à savoir que dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fera attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmettra cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel devra se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Lors de la visite du site, l'inspection constate que les silos 1 et 2 sont toujours à l'arrêt toutefois du matériel de rebut dont des palettes bois combustibles, est stocké au niveau du silo 2 que l'exploitant retirera.

- **Rubrique 2260/3642 :**

- Le décret n°2009-841 du 8 juillet 2009 est venu transformer la rubrique 2260-1 (**puissance installée** de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation : **3376 kW en 2009**) en 2260-2 et une nouvelle rubrique 2260-1 a été créée « *traitement et transformation destinée à la fabrication de produits alimentaires d'une **capacité de production de produits finis supérieure à 300 t/j** » ;*
- Le Décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 a créé la rubrique 3642.
L'exploitant a transmis par courrier du 26 octobre 2022 une déclaration d'antériorité au titre des rubriques 2260 et 3642. L'exploitant indique une capacité journalière de traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux de 800 tonnes/jour sans éléments de justification de cette capacité par rapport à la capacité autorisée par l'arrêté préfectoral du 21/04/1988.

Les éléments relatifs au positionnement de vos installations par rapport à la rubrique 2260-1 ainsi qu'aux dispositions qui découlent de la directive IED n'ont pas été apportés.

Il convient de préciser dans un porter à connaissance le nombre de jours travaillés et de justifier de la capacité journalière de 800 t/j mentionnée dans le courrier du 26/10/2022. L'inspection doit pouvoir statuer sur l'état initial de la production journalière de matières premières végétales en t/j suite aux décrets n°2009-841 du 8 juillet 2009 et n° 2012-384 du 20 mars 2012 et en cohérence avec le classement délivré par l'arrêté d'autorisation du 21/04/1988 et son évolution depuis.

D'autre part, le courrier préfectoral du 27/09/22 qui a traité les courriers exploitant du 21/12/21 pour la demande de bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1510 et le porter à connaissance du 26/01/2022, vous a notifié des compléments à apporter notamment sur les rubriques 2910, 1510 et 3642.

L'exploitant a apporté des éléments de réponse sur les courriers du 26/10/22 et du 20/03/23 mais ces derniers sont incomplets ou insuffisants :

- **Rubrique 2910** : La puissance de 3,8MW reste à justifier pour bénéficier de l'antériorité en partant du tableau de rubrique acté de l'arrêté préfectoral modifié n°88-0426 du 21 avril 1988 où il est indiqué la rubrique 153 bis 2 (ancienne nomenclature) « Installations de Combustion capable de consommer en une heure une quantité de combustibles

représentant un pouvoir calorifique inférieur (**plus de 3000 thermies et jusqu'à 8000 thermies**). Ces installations n'étaient pas prises en compte dans l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-P-477 du 9 mai 2009. La chaudière génère la vapeur utilisée dans le process de fabrication de l'alimentation animale (granulation).

- **Rubrique 1510** : L'exploitant a indiqué renoncer au BDA dans son courrier du 20/03/23 et indique devenir « non classé » pour cette rubrique « *en respectant une quantité toujours inférieure à 500 tonnes suite à la mise en place de l'extraction automatique des stocks de combustibles* ».

Ce registre a été présenté à l'inspection : l'inspection constate que les conditionnements type sacs, Big bag ne sont pas détaillés au poids mais en nombre ce qui ne permet pas de vérifier le respect d'une quantité inférieure à 500 tonnes pour tous les produits combustibles.

Par ailleurs, l'inspection a constaté que le stockage de produits combustibles était réalisé sur 2 bâtiments : l'un sur l'usine de nutrition animale et le 2^{ème} dans un bâtiment sur une parcelle déclarée acquise auprès de Terrena (ex UFM) dont le numéro sera à préciser. Le stockage comprend aussi des produits déclarés non combustibles par l'exploitant tels que des minéraux pour l'élevage. L'exploitant déclare que ces bâtiments sont distants de plus de 40 m et seraient donc à considérer comme 2 IPD distinctes et non un groupe d'IPD conformément au guide « entrepôts de matières combustibles ». Il est attendu

- un plan de masse avec la distance entre les 2 bâtiments ;
 - un tableau récapitulatif des parcelles constituant le nouveau périmètre ICPE du site ;
 - une liste détaillée des produits stockés en justifiant le caractère incombustible des produits concernés et nature et le tonnage des produits combustibles pour chaque bâtiment ;
 - une demande de report de cessation conformément à l'Article R.512-75-1 VII du Code de l'environnement; l'exploitant restera soumis aux obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité était précédemment classée sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 1510 Déclaration Contrôle.
- **Rubriques 1432-2 et 1434** : Le courrier préfectoral du 14 mai 2018 a pris acte de la cessation partielle d'activité en ce qui concerne les installations de stockage et de distribution de fioul.

L'exploitant déclare par ailleurs qu'un changement d'entité juridique avec nouveau Siret va intervenir pour le site en octobre et pour tous les sites de nutrition animale : conformément au R.181-47 du code de l'environnement, le nouvel exploitant est tenu de faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent le transfert. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de l'exploitant la transmission d'un rapport à connaissance comportant les différents éléments suivants dans un délai de 3 mois :

- Une notification du changement d'exploitant ;
- Un tableau récapitulatif des parcelles constituant le nouveau périmètre ICPE du site et une sollicitation d'évolution du périmètre ICPE ;
- **pour la rubrique 2160** : une notification de cessation partielle d'activité des silos 1 et 2 conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement et suivants qui prévoient les mesures mises en œuvre et celles prévues pour la mise en sécurité du site dans le cadre de l'arrêt des activités de stockage de céréales au niveau des silos 1 et 2 ;
- **pour la rubrique 2910** : une justification d'une puissance de 3,8MW antérieurement autorisée pour bénéficier de l'antériorité en partant du tableau de rubrique acté de l'arrêté préfectoral modifié n°88-0426 du 21 avril 1988 où il est indiqué la rubrique 153 bis 2 (ancienne nomenclature) « *Installations de Combustion capable de consommer en une heure une quantité de combustibles représentant un pouvoir calorifique inférieur (plus de 3000 thermies et jusqu'à 8000 thermies).*
- **Pour la rubrique 1510** :
 - un plan de masse avec la distance entre les 2 bâtiments de stockage ;
 - une liste détaillée des produits stockés en justifiant le caractère incombustible des produits concernés et la nature et le tonnage des produits combustibles pour chaque bâtiment ;
 - une demande de report de cessation conformément à l'Article R.512-75-1 VII du Code de l'environnement; l'exploitant restera soumis aux obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité était précédemment classée sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 1510 DC ;
- **Pour la rubrique 2260-1 puis 3642** : la transmission d'une description détaillée de l'ensemble des modifications apportées à l'activité de traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux depuis l'arrêté préfectoral du 21/04/1988 (équipements, procédés, capacités journalière, ...) accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rejet Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/1988, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, rejets
Prescription contrôlée : Article 33 : «Les rejets en milieu naturel des eaux provenant de l'établissement présenteront les caractéristiques suivantes : - concentration en matières en suspension inférieure à 30 mg par litre ; - concentration en demande chimique en oxygène inférieure à 120 mg par litre. Les eaux souillées d'hydrocarbures (aires de lavage des véhicules, aire de chargement du poste fuel etc ...) seront regroupées et traitées dans un débourbeur séparateur, avant d'être rejetées dans le réseau collectif. La teneur en hydrocarbures devra être inférieure à 20 mg/l (méthode infrarouge norme NF 90-203). Des aménagements seront réalisés de manière à permettre des prélèvements nécessaires aux fins de vérifier le respect des prescriptions ci-dessus. Contrôles : l'exploitant fera effectuer à ses frais par un organisme spécialisé, choisi avec l'accord de l'inspecteur des installations classées, une série d'analyses aux fins de vérifier que les conditions de rejet imposées ci-dessus sont respectées. Ces analyses porteront : - au moins une fois par semestre sur les rejets des eaux souillées d'hydrocarbures. - de manière systématique sur les eaux rejetées en milieu naturel. Les résultats de ces analyses seront transmis à l'inspecteur des installations classées. »
Constats : L'exploitant a transmis par mail du 26/09/25 : <ul style="list-style-type: none">• Un plan des réseaux : celui-ci indique plusieurs points de rejet des eaux pluviales dans le réseau communal. Il est à noter que ces points de rejets collectent des eaux de voiries susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures. Or, aucun dispositif de type séparateur/débourbeur n'est présent. ; seule l'aire de lavage est reliée à un séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant est invité à regrouper et traiter les eaux susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures. L'exploitant indique ne pas avoir de convention de rejet avec Laval Agglo ;• Un bon de commande non signé daté du 08/07/25 pour analyses ; aucune analyse n'a été transmise. L'exploitant indique disposer des bidons pour réaliser les prélèvements et attendre la prochaine pluie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra <ul style="list-style-type: none">• sous 2 mois : les rapports d'analyses d'eau pluviale <u>pour chaque point de rejet</u>• sous 4 mois : un plan d'action avec échéancier pour le cas échéant regrouper et traiter les eaux susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : vérifications périodiques des équipements de lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/1988, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre incendie
Prescription contrôlée : L'établissement sera pourvu du matériel nécessaire à la lutte contre l'incendie. Ce matériel comprendra :. - un poteau d'incendie situé dans l'enceinte de l'établissement côté Ouest (près du pont-bascule), de 100 mm de diamètre (norme NFS61-218) piqué directement sans passage par compteur ni by-pass (seul un compteur de type proportionnel est autorisé) sur une canalisation assurant Le débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique d'un bar et implanté à 100 mètres au maximum par les voies praticables.. - Un ensemble d'extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre, répartis judicieusement et en nombre suffisant dans l'établissement, en accord avec les Services Départementaux d'Incendie et de Secours. Des robinets d'incendie armés conformes aux normes françaises S 61-201 et S 62-201 implantés après accord des services d'incendie et de secours. L'ensemble des appareils ci-dessus sera vérifié annuellement. [..]
Constats : L'exploitant a transmis par mail du 26/09/25 : <ul style="list-style-type: none">• le rapport de vérification du 18/12/24 concernant la vérification des RIA réalisé par Chub France. Le rapport conclut que les équipements sont conformes.• le rapport de vérification Chub France du 18/12/24 concernant les extincteurs. Ce rapport indique la présence de 81 extincteurs en bon état et 6 appareils sortis ;• le rapport de vérification Chub France du 15/02/24 pour les 2 colonnes sèches : il est indiqué que les installations sont fonctionnelles mais qu'il faut prévoir le remplacement du raccord d'alimentation actuel par un raccord DN 100 et qu'il manque 2 bouchons DN40 sur les prises incendie ainsi que 2 chaînes" : les actions correctives prises par l'exploitant ne sont pas indiquées ;• le rapport de vérification Socotec du 27/09/25 concernant les 2 poteaux incendie en individuel : ce rapport indique un débit au droit du Poteau Incendie (PI) de la station lavage égal à 114 m³/h et un débit au droit du PI du rotoluve égal à 106 m³/h. Le débit en simultané au droit du PI du rotoluve est égal à 95 m³/h à une pression de 1 bar.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra sous 3 mois des justificatifs (factures, bons d'intervention) pour la correction des non-conformités sur le rapport de vérification des 2 colonnes sèches.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/1988, article 21, Arrêté Préfectoral Complémentaire du 07/05/09 (article 6 du Titre I) et Arrêté Ministériel du 04/10/10, article 58

Thème(s) : Risques accidentels, permis feu

Prescription contrôlée :

Article 21, Arrêté préfectoral du 21/04/1988 :

Tous Les travaux de réparation ou d' aménagements sortant du domaine de l'entretien courant, ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et joints au permis de feu.

Lorsque les travaux auront lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci devra être à l'arrêt et avoir été débarrassée de toutes poussières

Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

Article 6 de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 07/05/09 :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.

Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum
- proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte

Article 58 de l'arrêté Ministériel du 04/10/10 :

Formation du personnel.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats :

L'exploitant a transmis par mail du 26/09/2025 3 permis feu :

- 1 en date du 19/09/25 (société extérieure) ;
- 2 en date du 28/08/25.

L'inspection relève que les 2 rondes de surveillance 30 minutes et 2 heures après la fin des travaux ne sont pas toutes signées : non signées pour le permis feu délivré le 19/09/25 et l'un des permis de feu du 28/08/25. Seule la ronde effectuée après 2 heures est signée pour l'un des permis de feu du 28/08/25. L'exploitant déclare que les rondes de surveillance sont effectuées mais pas toutes signées et qu'un rappel a été fait en interne.

L'inspection rappelle que :

- les permis feux concernent la réalisation ponctuelle de travaux précis par « points chauds » pour des travaux ayant une date et une durée bien déterminée : 1 permis feu/ jour et par opération ;
- pour les entreprises extérieures intervenantes : les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion doivent être matérialisées sur un plan transmis à l'entreprise (plan des zones ATEX en cours de révision selon l'exploitant), le permis doit indiquer un n° urgence et la personne à contacter en cas de problème.

La liste nominative des personnes autorisées à délivrer le permis feu et des formations suivies n'ont pas été communiquées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu :

- la transmission d'une liste nominative pour les personnes autorisées à délivrer le permis feu et la liste des formations suivies en la matière ;
- l'enregistrement complet des vérifications de fin de travaux des permis de feu par les personnes autorisées comprenant l'enregistrement des rondes de surveillance de fin de travaux ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : vérifications électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques

Prescription contrôlée :

Installations électriques.

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

//.

Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.

Constats :

L'exploitant a transmis par mail du 26/09/25 :

- Le rapport de Vérification des installations électriques, réalisé par l'Apave en date du 08/10/24 ainsi qu'un plan d'action concernant les actions correctives engagées pour la levée des 9 observations par l'exploitant ; 7 sont indiquées résolues par l'exploitant sans en apporter la justification et 2 ne sont pas indiquées corrigées :
 - n°1 Les fusibles de type aM ne sont pas prévus pour la protection des surcharges sur plusieurs circuits : "Granulation". "Fabrication". : le plan d'action indique "pas possible pour l'instant" ; l'observation est récurrente depuis 2000 ;
 - n°6- 3 départs Prises 220v/16A vers Blocs Prises de la zone Ensachage. Absence de protection des prises de courant par dispositif différentiel (DDR) à haute sensibilité : le plan d'action indique "en cours de réflexion" ;

- le rapport Q18 du 08/10/24 : la conclusion du rapport est « l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion » mais **la vérification est indiquée partielle et sans coupure totale.**

Le rapport indique : *"Des modifications sont en cours de réalisation lors de notre passage, à savoir l'installation de variateurs sur les départs "granulation" afin de remédier au problème de calibrage fusible existant.*

En l'absence de plan définissant les locaux à risque particulier (influence externe et risque BE2), le classement de ces locaux a été effectué conformément à la UTE15-103.

L'exploitant déclare que des coupures échelonnées des transformateurs ont été réalisées et qu'un nouveau zonage ATEX est en cours.

- le rapport Q19 SOCOTEC du 12/09/25 : ce rapport indique la présence d'une **non-conformité de priorité 1 sur le Démarreur DIGISTART presse 5 : l'exploitant déclare que celle-ci est corrigée. Une photographie thermique a été transmis par l'exploitant le 26**

septembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu

1- la transmission par l'exploitant sous 3 mois :

- des bons d'intervention pour les anomalies soldées du rapport de vérification des installations électriques et celle du Q19 ;
- d'un échéancier pour les anomalies n°1 et 6 du rapport de vérifications des installations électriques ;
- du nouveau zonage ATEX ;

2-la réalisation d'un rapport Q18 **complet , avec coupure totale pour 2026.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : prévention des risques et asservissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 07/05/2009, article 6 du Titre II

Thème(s) : Risques accidentels, asservissement

Prescription contrôlée :

Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés :

[...]

Repère	Équipements	Dispositifs de sécurité destinés à limiter les sources d'inflammation	Dispositifs de sécurité destinés à limiter l'empoussièrement
Silo vertical 3	Élévateur	<ul style="list-style-type: none"> • Capteur de fonctionnement (surintensité) • Contrôleur de rotation • Détecteurs de bourrage • Contrôleurs de déport de sangle • Sangles non propagatrices de la flamme • Équipements reliés à la terre • Protection moteur ou sécurité puissance • paliers extérieurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Point d'aspiration • constant aux • Capotage • Fonctionnement de l'élévateur asservi à l'aspiration

[...]

L'exploitant établit un programme d'entretien des dispositifs, qui précise la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés conformément à ce programme sont consignés dans un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation ainsi que les équipements situés en amont. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel ayant remédié à la cause de l'incident.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et transporteurs, ainsi que celui des organes mécaniques mobiles, est contrôlé à une fréquence adaptée, déterminée par l'exploitant, et au moins une fois par an. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre, disponible pour l'inspection des installations classées.

Afin d'éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule de stockage, les moteurs des extracteurs d'air des cellules sont à axes déportés. Le cas échéant, les moteurs des extracteurs d'air ne sont pas situés à la verticale des cellules.

Constats :

À la demande de l'inspection, l'exploitant a réalisé des tests d'asservissement sur des circuits de l'installation disponibles :

- silo 3 : Transporteur à bande de l'élévateur 1 :

1- Test du contrôleur de rotation à l'arrêt puis manutention en marche : L'asservissement de la manutention au déclenchement du contrôleur de rotation est fonctionnel le jour de la visite ;

2- Test de déport de bande manutention à l'arrêt puis manutention en marche : **L'asservissement de la manutention au déclenchement du capteur de bande n'est pas fonctionnel le jour de la visite (l'installation continue de fonctionner) et seule une alarme "défaut" est déclenchée au PC sécurité ; la prescription n'est pas respectée.** L'agent de maintenance déclare que cet asservissement n'est pas existant pour tous les contrôleurs de déport de bande.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un arrêté de mise en demeure est proposé à madame la Préfète. Il est attendu de l'exploitant l'asservissement de tous les contrôleurs de déport de bande.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/05/2009, article 2 du Titre I
Thème(s) : Risques accidentels, nettoyage
Prescription contrôlée : Le nettoyage est effectué à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Des repères, peints sur le sol et judicieusement placés, servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement. En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations et, si cela s'avère nécessaire redéfinir la fréquence de nettoyage.
Constats : L'inspection a constaté une faible présence de repères peints au sol pour évaluer l'empoussièrement. Or lors de la visite, il a été constaté la présence de tas de poussière au bas de l'évent S2 ou au sol par endroit. Des moteurs classés IP55 sont également couverts de poussières. Le registre de nettoyage n'a pas été présenté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : il est attendu : <ul style="list-style-type: none">• la mise en place de repères peints au sol supplémentaires pour évaluer l'empoussièrement ;• la résorption rapide des fuites de poussière comme indiqué dans la prescription ;• la transmission du registre de nettoyage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois